

## Information CFE-CGC - No 16

La CFE-CGC vous informe - Orvault / Rennes / Cesson

Le + syndical

### Résumé de la semaine du 19 au 23 février 2007

#### 19/02/07 : Rencontre avec Jean-Yves Le Drian

Nous (délégation syndicale de Rennes, Orvault et Lannion) avons rencontré J.Y. Le Drian, président du conseil régional de Bretagne, à Brest en marge d'une visite dans cette ville.

L'accueil a été TRES chaleureux de sa part, notre président de région nous soutient totalement. Il doit rencontrer la direction d'ALF très prochainement. Il nous a indiqué qu'une délégation de l'Inter syndicale serait reçue par Ségolène Royal le lendemain. Il y participera aussi, bien entendu !

#### 20/02/07 : Manifestation à Rennes et entrevue avec Ségolène Royal

Merci à tous ceux qui se sont déplacés à la manif de Rennes (entre 600 et 800 personnes selon les sources) ! Appuyée par Jean-Yves Le Drian, fervent défenseur des télécoms de la région, le soutien de Ségolène Royal nous est acquis. Elle doit essayer de rencontrer S. Tchuruk en tant que président du conseil d'administration d'Alcatel-Lucent. Elle est très demandeuse d'actions qui pourraient être mises en œuvre pour éviter ce type de délocalisation d'emplois de recherche vers les pays à bas coût (davantage de financement de la recherche par l'état, plus de protectionnisme au niveau de l'Europe...).

#### 21/02/07 : Réunion des salariés avec la direction à Rennes

Coté direction, étaient présents : JC. Giroux, P. Berreti, J. Lailheugue, P. Jamet, P. Chabaud

La séance a commencé par des présentations et des excuses pour ne pas être venus plus tôt. JC. Giroux annonce alors que l'on avait mal compris, ce n'était pas une fermeture de site mais un redéploiement ! Il explique que tous les départs seront des départs volontaires avec principe de substitution/péréquation. Ils ont sorti la brosse à reluire sur les compétences reconnues, etc...Durant toute la réunion, les salariés n'ont pas arrêté d'interpeler, de huer, voir plus, ce qui a énervé P. Berreti, qui s'attendait certainement à des salariés plus « dociles »... Pourtant, ils ont tout fait pour parvenir à une salle aussi « chaude » !

Puis, la direction annonce que la fermeture des sites n'est pas un problème financier!!! C'est juste pour regrouper « des » gens afin qu'ils puissent travailler sur d'autres produits!!!

Concernant Rennes Atalante, la décision de création du site avait été prise avant la fusion, l'intégration de Nortel et le durcissement du marché !! Mais depuis, « les conditions ont changées »...

Vient alors une tentative de justification. Le groupe CONVERGENCE perd beaucoup d'argent (1M€ par jour!) et est en situation de faillite. 150 suppressions en Chine (sur 2000) seraient prévues. A la remarque qu'il y avait actuellement 150 offres d'emplois sur la Chine, la réponse est : « c'est du turnover » ! L'Inde également sera



touchée (alors pourquoi des entités de R&D y obtiennent une dérogation pour recruter 250 personnes sur l'année à venir ?).

A propos des organisations qui ne sortent pas, la direction nous affirme que c'est un problème de communication !!

Voici quelques perles de P. B. : A propos des fermetures des sites : « On a pris la moins pire des décisions pour ALF » ! Bien sûr, il n'a pas dit quelle était la pire malgré la demande pressante. Pour la fermeture des sites « On prendra le temps et les moyens de le faire, mais ça ne prendra pas des années ».

Le groupe convergence comprend actuellement 187 sites dans 147 pays. Il ne restera plus que 41 sites de plus de 10 personnes sur 66. Et les 161 sites ont moins de 10 personnes, ils sont pérennes, eux? A propos du « nouveau » site de Rennes : « il serait tombé à moins de 160 personnes, d'où des incertitudes sur sa viabilité car tout site de moins de 150 personnes ne peut être pérenne ». On devrait fermer toutes les PME !! On constate au passage que 40 à 60 suppressions d'emplois sur Rennes étaient envisagées...

JC. Giroux. a dit qu'il se battait sur les pôles de compétitivité pour pérenniser les emplois en R&D! C'est quand même très fort...

Enfin, il leur a été annoncé (DP de Cesson) que leurs paroles n'intéressaient personne et qu'il n'y avait pas de raison de rester. Tout le monde s'est levé comme un seul homme et est sorti de la salle.

Ensuite, une petite AG s'est réunie dans la cour du restaurant et a décidé que les syndicats, pour la rencontre prévue à la suite de la réunion, pose avant toute discussion la question suivante : « Allez vous revenir sur la décision de fermer les sites rennais ? ». La réponse de P. Berreti a été nette « NON ». La réunion était finie.

Vos contacts locaux :

B. BARRET - ORV  
Poste (2-105) 1753  
Délégué syndical

R. MONNIER - ORV  
Poste (2-105) 1238  
Délégué personnel (sup)

B. BOUSQUET - IND  
Poste (2-721) 3111  
Délégué syndical

M. GUYOMARD - REN  
Poste (2-172) 1710  
Délégué syndical

B. THIBAULT - ORV  
Poste (2-105) 1795  
Représentant syndical.

Retrouvez les dernières informations sur le BLOG : <http://www.cfecgc-alcatel-cit.org/>

## Information CFE-CGC - No 16

La CFE-CGC vous informe - Orvault / Rennes / Cesson

Le + syndical

### Au travail !!!

Messieurs les dirigeants, il est temps de vous y remettre ...

Depuis maintenant une année Alcatel est figée, aucune décision n'est prise, aucun investissement n'est possible.

Dans les hautes sphères nous voyons une armée mexicaine comploter en tout sens pour trouver sa place dans le nouvel organigramme et/ou sauver sa place...

Aujourd'hui alors qu'on nous a annoncé 1330 suppressions d'emploi, les organigrammes ne sont toujours pas disponibles, à croire qu'il est plus facile de supprimer quelques centaines d'ingénieurs et techniciens, de fermer les sites de Rennes que de supprimer un poste de manager.

Il n'est pas acceptable de dire à ceux qui ont continué de travailler, parfois le WE, certain en reportant leurs vacances, pour sortir des produits et satisfaire nos clients qu'ils sont bons à jeter pendant que leur n+4 passent leur temps à jouer aux chaises musicales dans une ronde sans fin.

Y a t'il un capitaine dans le navire Alcatel-Lucent?

Oui nos clients ne comprennent pas la politique produit Alcatel-Lucent, et les salariés non plus... A se demander s'il y en une !!

Finalement ce plan social n'est-il pas là pour cacher l'incompétence de notre direction?

### Un plan social à l'envers ?

D'habitude, lors d'une fusion on fait des rationalisations, c'est à dire que l'on discerne un certain nombre de doublons entre les deux entreprises fusionnées. A partir de là on décide l'arrêt de certaines activités ou, du moins, l'arrêt des investissements sur ces produits. S'en suit un redéploiement des salariés concernés, ou leur départ de l'entreprise.

De même, quand une entreprise perd de l'argent, elle décide de faire un plan d'économie. Pour cela, on décide de stopper les produits sur lesquels on perd de l'argent et qui ne sont pas stratégiques. La conséquence est la même pour le personnel.

Mais chez Alcatel-Lucent on fait les choses à l'envers !

Lors de l'annonce de la fusion on prévoit 9000 suppressions d'emploi sans la moindre analyse de la gamme produit. Le jour de la fusion la politique produit est soit disant définie, mais ni le personnel ni les clients ne s'y retrouvent !

Ensuite, pour la première fois depuis longtemps, aucun effort n'est fait en fin d'année pour clore le maximum d'affaires et grossir le plus possible le CA du dernier trimestre. De plus on plombe les comptes par une grosse provision pour restructuration, ce qui permet, un mois après la fusion, à partir de deux entreprises bénéficiaires, d'en avoir une nouvelle en perte ! Du coup, il faut supprimer non plus 9000 mais 12500 emplois. A partir de là, la répartition par pays est tranchée de manière politique, sans regard pour les activités effectuées. Résultat la France hérite de 1500 suppressions d'emploi.

Pat Russo marquant un désir de revenir vers le marché des entreprises (Lucent ayant vendu son activité entreprise il y a quelques années), c'est CIT pardon Alcatel-Lucent France qui payera le prix de la note, 16% des effectifs !

Notre nouvelle direction, faisant fi de la politique de son prédécesseur, trouve une solution simple pour supprimer d'un coup une centaine d'emploi : "fermeture de Rennes". Quand la nouvelle est annoncée aux opérationnels, il est trop tard pour faire machine arrière, malgré l'aberration de cette décision au niveau industriel. Depuis les opérationnels cherchent où couper des effectifs, sans perdre irrémédiablement des marchés profitables.

Ainsi, pour les activités de « payment », devenues non rentables par suppression de la manne de la maintenance reversée à services, les activités sont transférées sous le manteau en Inde et au Maroc où là, il y a des déro-

gations pour embaucher du personnel. Mais chut, il n'y a pas de délocalisations !

Aujourd'hui les salariés d'Alcatel-Lucent sont inquiets non seulement pour leur emploi, mais pour l'avenir d'une société qui leur tient à cœur, dans laquelle ils se sont investis depuis des années et qu'ils voient tel un navire à la dérive.

### Et au travers de l'Europe :

Pays	effectif initial	suppression	%
France	CIT 11000	CIT 1330	CIT 16%
	ABS 1513	ABS 110	ABS 7%
Allemagne	4900 dont 1100 ex Lucent	877 dont 300 ex Lucent	18%
Italie	2552	250	10%
Espagne	1196	310	25%
Belgique	2244	150 + usine	
Pays-Bas		140-180	25%

### Reportage : L'Inde (4/5)

Afin de vous informer sur nos différents sites, voici le quatrième épisode, toujours extrait de témoignages d'employés Alcatel... Celui-ci s'intitule : « En Inde, vous avez dit *conscience professionnelle* ? ».

Petit point sur l'attitude générale face à l'échec : les démissions viennent souvent du fait d'avoir été contesté dans son excellence. En Inde, le fait de « perdre la face » prend tout son sens au travail et se traduit par un « turn over » impressionnant. Sitôt qu'un résultat est publiquement déclaré insuffisant, son responsable démissionne. Le phénomène est d'autant plus marqué que l'excellence indienne est affichée dans tous les medias et doit être incontestable. La conséquence de ce bagage culturel est un effort de formation particulièrement important dans ce pays, pour remplacer les héros déçus. Et à 15000€ la session de formation pour un groupe de 10 personnes (tarifs Alcatel University), le label « low cost » en prend encore un coup...

Enfin, la course au poste managérial n'est bien souvent motivée que par une volonté de moins travailler une fois responsable. La délégation des tâches par les managers se fait sans aucun support, et elle est accompagnée d'un « it is *your responsibility* ! » péremptoire qui coupe court à toute question quant aux motivations et moyens à mettre en œuvre pour parvenir à l'objectif. Les Indiens conçoivent le succès professionnel comme la participation ininterrompue à des show, des banquets, des voyages permettant de paraître dans une certaine élite mondiale, nullement comme une responsabilité humaine servant l'entreprise et ses employés. L'esprit individualiste est extrêmement fort, comme le prouve l'absence totale de candidatures pour des postes type « support au développement informatique » ou « formateur », fondés sur un certain altruisme. On est loin des chartes Alcatel de développement durable...

Dans la prochaine lettre d'info, encore une « qualité » de ce pays « low-cost » à découvrir...

Vos contacts locaux :

B. BARRET - ORV  
Poste (2-105) 1753  
Délégué syndical

R. MONNIER - ORV  
Poste (2-105) 1238  
Délégué personnel (sup)

B. BOUSQUET - IND  
Poste (2-721) 3111  
Délégué syndical

M. GUYOMARD - REN  
Poste (2-172) 1710  
Délégué syndical

B. THIBAULT - ORV  
Poste (2-105) 1795  
Représentant syndical.

Retrouvez les dernières informations sur le BLOG : <http://www.cfecgc-alcatel-cit.org/>